

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

DISCUTONS TOUJOURS

« Mais s'il ne manquait que ton vote pour que l'amnistie entre dans les faits, le refuserais-tu ? » demande le *Semeur* à l'anarchiste qui ne s'est point laissé tenter par ses autres « arguments ».

Nous pourrions répondre aux directeurs du *Semeur* en leur posant à notre tour ces quelques questions :

« Condamnés à la peine de mort ou aux travaux forcés, penseriez-vous que tout est bon pour vous sortir de ce mauvais pas ? »

« Pouvez sauver votre mère, tueriez-vous votre père, ou votre petite fille pour le salut de votre petit garçon ? »

« Pour que la prochaine guerre soit la dernière, accepteriez-vous de vous y donner corps et âme ? »

Nous ne nous contenterons point de répliquer à une absurdité par d'autres absurdités. Pour quelques minutes nous prendrons au sérieux le dilemme avec lequel le *Semeur* croit nous embarrasser et nous essaierons de démontrer que si, à première vue, il paraît appuyer la thèse Barbé-Content, il ne résiste pas devant le raisonnement et moins encore devant les faits.

Si le Bloc des Gauches avait assuré à ses électeurs futurs — et ce ne sera que promesse de candidat — qu'une fois en majorité il voterait l'amnistie générale et abolirait (chose impossible par un gouvernement) les prisons pour toujours, nous comprendrions mieux la question posée par le *Semeur* sans toutefois l'admettre pour notre complicité.

Mais vous allez fort, chers révisionistes, vous qui savez que le Bloc des Gauches, s'il fait une amnistie, ne fera qu'une amnistie très partielle, ne viendra pas complètement les prisons et les abolira encore moins, quand vous dites à un anar : « S'il ne manquait que ton vote aux radicaux socialistes pour qu'ils empêquent à nouveau les rénes du Pouvoir, le leur refuserais-tu ? »

Vous oubliez l'époque où vous étiez des anarchistes et des révolutionnaires, sinon — si vous étiez toujours des nôtres — vous vous seriez tournés du côté des anarchistes (sont-ils si nombreux ?) qui théoriquement affirment leur dédain pour l'action révolutionnaire et vous leur auriez demandé : « S'il ne manquait que votre geste pour que les portes des prisons volent en éclats et que les malheureux qui moisissent dans leur tombeau viennent au grand jour de la liberté, le leur refuseriez-vous ? »

Vous avez été, vous Barbé et Content, longtemps emprisonnés, nous l'avons été très longuement, nous aussi. Quand nous étions en prison nous n'aurions jamais accepté d'en sortir en accomplissant une lâcheté, en nous reniant un peu ; nous aurions moins admis encore que les camarades anarchistes restés libres pétifient la belle doctrine annonciatrice des nouveaux temps et prennent, pour nous, posture de quémantiers devant nos emprisonnements.

Pourquoi faites-vous l'injure, toute gratuite, aux anarchistes enfermés d'aujourd'hui, d'avoir moins de cran que vous-mêmes lorsque vous subissez les règlements pénitentiaires ?

Et s'il se trouvait — voyez, nous vous faisons l'argument facile — des anarchistes emprisonnés à l'heure présente qui regrettent leur action et désirent, à n'importe quel prix, leur libération, ce serait tant pis pour eux. Nous ne les jugerions pas, nous ne les blâmerions pas et, sûrement, qu'eux-mêmes ne nous tiendraient point rigueur de n'être pas prêts à tout pour les délivrer.

Nous pensons qu'il est permis à n'importe qui d'entre nous de suivre, au pas de tout le monde, le train-train de la morne vie. On n'est pas obligé de devenir anarchiste, ni de se vanter à tort de l'être. On n'est pas contraint au geste individuel qui vous fait admirer de tous ceux qui ne possèdent pas votre courage, mais voudraient bien l'avoir.

Etre anarchiste, ça engage à quelque chose.

L'accomplissement d'un acte de propagande attire sur vous et vos idées l'attention générale et vous fait un devoir de ne pas faillir si vous souhaitez

que cet acte serve votre cause, votre idéal. Lorsqu'un camarade use de sa parole, de sa plume ou, mieux encore, joue du revolver ou de la bombe, il sait que la prison le guette et l'attend ; aussi il ferait beaucoup mieux de ne pas servir, pour la propagande, de sa parole et de sa plume, du revolver et de la bombe si, après avoir agi virilement, il s'effondre une fois en prison.

Pour les autres, pour les emprisonnés pris au hasard dans les bas des démolitions qui sont tous les hommes, inutile de redire ici que, quels que soient les motifs de leur incarcération, nous les considérons comme les effets d'une cause et comme des victimes d'une société abominable. A eux toute notre humaine pitié, pour eux tous nos dignes efforts afin de les libérer ; mais ils ne peuvent exiger de nous ce que nous ne ferions point pour des prisonniers conscients.

Barbé et Content, en préconisant le bulletin de vote et en utilisant, pour le légitimer, les mauvaises raisons que nous connaissons, font un retour vers le passé et barrent la route à l'avenir. Au lieu de pousser l'individu vers les nobles sentiments, vers les conquêtes qui l'éleveraient, ils l'incitent, comme si déjà il n'y était pas trop enclin, à rabaisser tout à lui pour la seule satisfaction de ses appétits physiques.

Si c'est de cette façon qu'ils prétendent lutter contre ce qu'ils appellent les dogmes anarchistes, si c'est cela l'anarchisme, et si on est de leur avis, alors les penseurs que nous avons l'habitude de citer et dont les œuvres nourrissent notre esprit et embellissent notre âme ne sont plus nos maîtres ; nos guides en ce cas seraient ceux qui dans l'existence savent se faire un trou et s'accommoder des laideurs sociales parce qu'elles leur profitent.

Non, merci !

Aujourd'hui, Barbé, Content et Cie s'en prennent à notre antiparlementarisme après avoir déclaré, en 1919, que « voter, c'est faire le jeu de la réaction ». D'après eux, nous sommes des dogmatiques ou des « bouchés à l'érèbe » parce que nous ne les suivons point dans les reniements et n'admettons pas, avec eux en 1924, que l'obtention de l'amnistie dépend d'un bulletin de vote.

Demain, Barbé, Content et Cie s'en prendront à d'autres « dogmes » anarchistes. Barbé nous a déjà prévenu en écrivant dans le dernier numéro du *Semeur* : « Qu'il y a des questions antiparlementaires, antimilitaristes, antipatriotiques, antiétablis qui sont autant de cas d'espèce que nous devons analyser, employer, combattre, détruire, selon les situations du moment. »

Et Barbé, Content et quelques autres, seraient juges, naturellement, de la situation du moment ! Leurs variations nous sont un sûr garant qu'avec eux les théories anarchistes ne seraient pas à la noce.

Demain, nos révisionnistes voudront en faire un bon coup au dogme antimilitariste et vous les verrez prêcher l'entrée des anarchistes à la caserne, et les pousser à accepter des grades dans l'armée. Ils voudront saper le dogme antipatriotique et ils prétendent que puisqu'on répond bien à un coup de poing par un coup de poing, il y a des cas où la patrie en danger devant les envahisseurs doit voir se serrer auprès d'elle tous ses enfants, anarchistes compris. Ils voudront en finir avec le dogme antialiste et sans doute les verront-nous, après avoir combattu la Dictature du Proletariat, chanter les mérites de la Société des Nations.

Tout cela, d'ailleurs, est inclus dans le programme du Bloc des Gauches.

Sous le règne du flic

Le camarade Dujardin et quelques co-pains ayant collé une affiche antifasciste, à Alfortville, assistaient à une réunion communiste et faisaient de la contradiction. Malheureusement ils furent « repérés » par une bourrique et, à la sortie, notre camarade Dujardin fut arrêté. Il n'a pas encore été relâché.

Nous protestons énergiquement contre le sans-gêne des flics qui s'amusent à empêcher nos militants sans le moindre motif, et nous réclamons la mise en liberté immédiate de notre camarade Dujardin.

Le lock-out minier dans la Ruhr

Les patrons s'efforcent de faire retomber sur les ouvriers la responsabilité du lock-out. Les mineurs protestent énergiquement contre pareille mauvaise foi. Le syndicat des mines a transmis à la presse allemande le communiqué suivant :

« Dans l'intérêt de la majorité des ouvriers nous tenons à relever l'erreur commise par les journaux qui ont écrit que le lock-out n'avait été décidé par les patrons le mardi 3. En réalité, le lock-out était déjà un fait accompli depuis la veille dans les districts d'Hambourg, Essen, Gelsenkirchen, Bochum, Bottrop, avant que la conférence des Syndicats ait eu le temps de formuler son opinion sur la sentence arbitrale ; les directeurs de mines ne connaissaient donc pas cette opinion lorsqu'ils prirent des mesures de contrainte, bien que le ministre du travail les ait invités à prendre patience. En conséquence, la responsabilité du conflit retombe sur les propriétaires de mines. »

D'autre part la conférence du Conseil d'Industrie a nommé un comité de grève qui se compose de communistes, de syndicalistes et d'unionistes.

GROUPE D'AYMARGUES

Demain à 20 h. 30

GRANDE CONFÉRENCE

sur

le Fascisme et l'Amnistie

par

Germaine BERTON et CHAZOFF

Participation aux frais : un franc.

La foire électorale

Seigneur, éclairez-nous ! Quinze listes pour faire notre bonheur dans le 1^{er} secteur, sans compter la liste libertaire ! Sans semaine anglaise, impossible d'avoir le temps de consulter tous les panneaux, de confronter toutes les réclames, de se faire une opinion.

Il faut renoncer à décrire les titres et qualités des concurrents. Trois équipes émergent au-dessus des vagues de papier : Bloc national, Bloc des Gauches, Bloc ouvrier et paysan. Qui donc se plaindra que le papier fût cher ? On ne le dirait pas ! Il faut disposer de ressources considérables pour faire une pareille débauche de prose, de dessins, d'étiquettes.

A signaler aussi la « liste de revendications sociales et républicaines » qui comprend une belle collection d'inconnus avec leurs photos, parmi lesquelles la sympathique binette d'un Geo Mye, secrétaire du syndicat unitaire des bouillons et restaurants. Sont-ces des « sympathisants » complices de l'équipe moscovite ? Quelle salade, quelle messe !

Les « camarades » Simon, secrétaire des transports unitaires ; Daniès, secrétaire des hospitaliers unitaires ont plaqué leurs syndicats et sont partis à la pêche législative dans le Lot et dans le Gard pour le compte, et aux fraîches entendu, de Moscou.

Qui qu'en disent les négateurs du syndicalisme, ce dernier suffit encore à couvrir et à faire éclore des politiciens. Quel nettoyage à faire dans les écuries de la Grange-aux-Belles !

Voici les « hommes nouveaux », qui ont l'air antidiplom avec leurs vieilles formules rasées de frais et leurs âges crépusculaires.

Ils veulent la « réduction des tarifs de transports » tout en coopérant au relèvement des tarifs de bétise.

Que ne ferait-il pas ce prodigieux Jonas pour passer dans le gosier de la baleine électorale ?

Plus loin, quartier des Enfants rouges, 3^e arrondissement, secteur naturel du Bloc ouvrier et paysan. La pensée se porte sur les terres de liste de ce bloc préféré : Berton, avocat de l'usine Blériot-Cachin, parlementaire endurci et versatile ; Vaillant-Couturier, issu du goupillon et du sabre.

Pour ce dernier, voici un extrait du passé qui est une garantie pour le présent et pour l'avenir :

Mon Dieu, pour la Noël, accordez-moi la grâce De croire en vous comme un enfant... Accordez-moi, mon Dieu, cette grâce aujourd'hui, De ne penser qu'à vous en écoutant les cloches De cette messe de minuit...

Paul Vaillant-Couturier.

Après tout, Vaillant-Couturier est bien à sa place au Parc des Masse. Il est toujours dans une église. Les ouvriers n'ont pas à rougir de lui !

Mandel le juif s'est bien associé avec le curé de Saint-Emilion !

SPARTACUS

Cher Camarade

Veux-tu venir en aide au LIBERTAIRE ?

Oui, n'est-ce pas ?

Et bien ! Chaque matin achète deux exemplaires et donne-en un.

Pour les victimes d'Espagne et surtout pour J.-B. Acher

Le Comité pro-Acher porte à la connaissance des camarades l'appel qui lui vient du « Comité pour les victimes de l'Espagne noire » ; il espère que, peut-être, cet appel, adressé surtout à ceux qui ont quelque influence sur les foules, saura trouver l'écho qu'il n'a pu lui-même jusqu'à présent éveiller dans leur cœur. Nous attendons encore la protestation de ceux qui font toujours la sourde oreille, nous ne pensons pas que le geste que nous leur demandons puisse les gêner davantage que ceux qu'ils ont accompli tout dernièrement en faveur d'Unamuno. Puisse cet ardent désir devenir une réalité, et notre cher « Shum » être rendu à la joie de vivre.

Voici la circulaire :

A TOUS LES HOMMES LIBRES

Camarades,

La griffe de l'hydre capitaliste autoritaire oblige, à nouveau, tous ceux qui militent dans les rangs révolutionnaires de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, à lancer le cri angoissant de Solidarité... Solidarité pour les victimes promises au sacrifice sur l'autel de l'ordre social actuel.

Vous tous qui avez suivi de loin, pas à pas, les cruelles épreuves auxquelles l'organisation ouvrière espagnole a été soumise, ne pouvez douter de la véracité des faits que nous vous dénonçons dans cette circulaire et dans celles qui la suivront.

Vous vous rappellerez tous qu'en 1918, pour la raison que les garanties constitutionnelles avaient été suspendues, commencèrent les détenions en masse des militaires les plus actifs. Cette mesure répressive ayant échoué on tenta d'implanter le système de la chasse à l'homme. Deux camarades tombèrent assassinés pendant qu'on procédait à leur arrestation. Malgré cela les autres ne céderent pas, mais, au contraire, ils accrurent leur activité de telle manière que l'organisation put démontrer bientôt que sa puissance combative avait augmenté considérablement. La bourgeoisie cédait pas non plus. Aperçue devant les forces que la C. N. T. pouvait déployer, elle organisa des bandes mercenaires, avec la mission d'en finir avec la vie de nos frères. Mais les braves camarades espagnols ripostèrent aussitôt à tels assassinats.

La panique s'empara alors de tous les esprits réactionnaires : ils mirent alors en pratique le pacte de famine sous forme de lock-out qui pesa sur la classe ouvrière pendant près de trois mois. Les forces réactionnaires furent alors évacuées, et il leur fut facile de se mettre d'accord pour réaliser un plan d'attaque complet, afin qu'ils puissent obtenir la victoire définitive.

Le dit plan consistait en une véritable offensive combinée, digne de figurer dans les annales de la cruauté : Tandis que dans les Jefaturas de Policias (commissariats), on martyrisait les camarades détenus, et que par les routes couvertes de neige, des milliers de frères producteurs étaient obligés de faire, attachés ensemble, des milliers et des milliers de lieues sans trêve ni repos, les assassins du « Syndicat libre » se réunissaient pour décider la mort de camarades déterminés, et célébrer de terribles et macabres festins avec le salaire reçu en paiement des assassinats déjà commis.

Cette lutte sourde et cruelle fut soutenue durant plus d'un an ; durant la période pendant laquelle Barcelone fut sous le commandement des funestes généraux Arlegui et Martínez Anido, il ne se passa presque pas de jour sans que quelques-uns de nos meilleurs compagnons ne fussent leurs victimes. Mais cela ne fut pas tout ; on arriva à faire mieux. Craignant que les camarades ne sortissent de prison animés du louable désir de venger ceux qui étaient tombés, ils les poursuivirent sans leur permettre de se défendre pour des faits qu'ils ne connaissaient même pas et, cependant, ils dévoraient, engloutis dans de monstrueux progrès, répondre à telles calomnies devant les tribunaux extraordinaires qui les condamnaient impitoyablement.

Le développement de cette offensive est, en ce moment, à son apogée, sous l'aspect juridique, le jury étant supprimé et le monopole de la justice se trouvant dans les mains de Primo de Rivera et du cruel Martínez Anido, et les camarades ou autres citoyens qui ont le malheur de tomber sous le poids d'une accusation, et de passer devant les conseils de guerre ou les tribunaux civils, sont condamnés haut la main. Dans ce but, il existe tout un service d'espionnage et de délation d'un mécanisme aussi raffiné qu'absurde, composé des mêmes misérables qui jusqu'à ces derniers temps se livraient à la chasse à l'homme comme nous l'avons déjà dit plus haut.

Les cas sont nombreux et éloquents. Nous citerons seulement le cas du camarade teinturier Medín Martí, accusé de double tentative d'assassinat par les mercenaires du « Syndicat libre » a été condamné à dix-sept ans de prison, malgré la preuve apportée par les témoins, d'où il résultait que c'étaient les accusateurs qui étaient accusés à leur tour.

Nous ne négligerons pas les déportations odieuses aux insultures ties Canaries, de

ABONNEMENTS.	
POUR LA FRANCE ET DE L'EXTRÉMÉ	
Un an.... 89 fr. Un an.... 1	

En g'anant de-ci de-là...

LES TABLETTES (de Saint-Raphaël, Var) que dirigent Ph. de Magneux, viennent d'adopter un nouveau format en même temps qu'une nouvelle manière de présentation typographique et intellectuelle qui en fait l'une des meilleures revues de province. Au sommaire de février-mars citons deux pages de Renée Duman sur *Casanova*; nous sommes avec L. Barbedette pour applaudir à *La Cité Fraternelle*: une curieuse étude sur *La Ballade Allemagne*; la fin du roman beauceron et humoristique de René Leu, *Ti'drophile*; *L'Oncle Léon*, une nouvelle de Ed. Michel; des chroniques sur les Lettres allemandes, hollandaises; des critiques littéraires de Th. de Magneux; Willy, Hélène Saurel, André Stern; des poèmes, notes régionalistes, etc.

LES PRIMAIRES nous donnent toujours d'excellentes livraisons littéraires en même temps qu'éducatives, celle de mars, publie *Fraternité Universitaire*, par L. Bartedette et Camille Belliard, musique de A. Gravier; les bien jolies *Chansons de Printemps et d'Automne*, écrits par Philéas Lebesgue, le poète paysan que Maurice Boucher reproduit en partie tout en les analysant; Paul Lebois étudie *Renan et l'âme populaire bretonne*, le philosophe de Tréguier, y dit-il, fils de Bretagne, incarnation de l'âme bretonne, est là pour nous montrer notre devoir. Nous n'avons pas à attaquer les religions. Pratiquement, elles paraissent puissantes encore; philosophiquement elles se meurent...

Ceci est vrai, du reste, les vrais chrétiens anticatholiques le déplorent, à juste titre. Mais qu'importe aux parasites de l'Eglise, pourvu que le cléricalisme demeure! A grand renfort de réclame et d'œuvres diversement charitables et agréables, les prêtres recueillent un nombreux public qui va vers eux par intérêt personnel, par tradition ou j'enfichisme, bien plutôt que par pure croissance. Comme aux politiciens de toutes couleurs, il faut beaucoup de gars aux professionnels des religions, cela leur est parfaitement indifférent, qu'ils soient des adeptes du vrai Christ ou non; au contraire, moins ils sont chrétiens, cela autant. Le jour où les églises seront désertées ou presque, ce jour-là, seulement, il y aura un vrai progrès de réalisée.

D'ici là...; les critiques de Camille Belliard sont toujours d'un égal intérêt; A. M. Gossez nous initie à la vie artistique et littéraire des provinces; enfin, des chroniques pédagogiques, des poèmes, des dessins, etc., *Le Camembert*, récit humoristique et réaliste, par Jean Gaument et Camille Ce.

LA PENSÉE DE PHILÉAS LEBESQUE (Edition de la Maison des Jeunes, 1, rue Désirée, Paris. Une plaquette à deux francs). — C'est toute la vie et toute l'œuvre de ce paysan rempli d'intellectualisme que nous raconte l'auteur A.-M. Gossez, en ces pages si intéressantes; elles nous font connaître intimement cet homme qui possède plusieurs cordes à son arc, pourraient-on dire. En effet, il est paysan, laboureur, linguiste éminent, poète, romancier, penseur, savant... Quelle belle existence, si remplie, que celle de Philéas Lebesgue, prodigieuse de savoir et de travail!

A.-M. Gossez analyse ses travaux littéraires et scientifiques, en reproduit certains passages, afin de donner au lecteur, avec précision, toute la pensée de l'auteur de *Au-delà des Grammaires*, du romancier d'*Outre-Terre*, du poète des *Servitudes*, et de bien d'autres écrits si personnels du maître (car ce paysan écrivain est encore maître de son village) de La Neuville-Vault, petite localité située dans l'Oise.

A.-M. Gossez a bien rendu, semble-t-il, toute la pensée profonde du puissant écrivain qu'est Philéas Lebesgue.

COMMUNISME ET SPIRITUALISME. — *L'idée Communiste*, par F. Jollivet-Castelot (Edition du Nord, 2 fr.). — C'est une forte brochure, déjà parue, mais riche et considérablement augmentée. Une intéressante préface de Han Ryner ouvre ce recueil où certains seront peut-être surpris de trouver cette affirmation qui n'est point sans logique: « Car il est absurde de choisir entre le Communisme et l'Individualisme. Chacun d'eux a besoin de l'autre, et la vie véritable marchera sur ses deux jambes. Sacrifier l'un c'est détruire l'autre. Comme arracher mon cœur de ma poitrine serait supprimer la vie de ma tête. Comme me couper la tête suffirait — et facilement si j'ose cette plaisanterie facile — à empêcher mon cœur de battre longtemps encore. L'usage établira la souple et changeante harmonie de l'individualisme et du communisme, comme l'usage de mes organes rythme leurs fonctions alternantes. On peut, en attendant, rêver cette harmonie de plus d'une façon. »

Et j'ajouterais: Ce sont aussi les aspirations des communistes-libertaires qui sont, en même temps, des individualistes. Donc, en ce petit volume, F. Jollivet-Castelot expose l'idée Communiste entrevue à travers l'idéal spiritualiste: Bien entendu, dans ce système communiste, les individus seront heureux à tous points de vue, les iniquités étant enfin disparues à tout jamais, l'équité règnera même pour les individualistes et autres réfractaires libertaires, du moins je veux l'espérer, quoique ce ne soit pas bien certain étant donné l'exemple actuel des autorités bolcheviques de Russie qui persécutent et assassinent (à l'instar des gouvernements bourgeois) les socialistes, syndicalistes et anarchistes de chez eux. C'est bien la Russie rouge... de sang, hélas! Il est vrai que Jollivet-Castelot accepte plutôt à contre-cœur les moyens révolutionnaires pour réaliser l'idée communiste, ne les admettant que comme un mal nécessaire mais provisoire, partisan surtout d'une éducation consciente, au préalable, dans les meilleurs dits communistes.

Nos sympathies, à nous autres lecteurs et rédacteurs de ce journal, vont au communisme libertaire, et non pas au communisme autoritaire de la dictature du Proletariat. Quoi qu'il en soit, la thèse présentée est d'un réel intérêt, et la situation des Églises officielles, amies de tous les gouvernements, y est nettement précisée.

De même, la symbolique figure du vrai Christ apparaît comme l'ultime Rédemption sociale, absolument dégagée de tout cérémonial cultuel.

Il est vrai que ce n'était que de la pierre, mais elle a entraîné avec elle les principes fondamentaux de l'autorité absolue. Ce fut le commencement de la révolution sociale. A quand la révolution morale?

« L'Eglise à travers les Ages », les « Grands Faits du Spiritualisme », celui-ci consacré aux apparitions matérialisées, force spirituelle encore mal définie parce qu'encore mystérieuse; un autre chapitre à étudier c'est le Socialisme Fourieriste ou *Syndicalisme*, utopie, curieuse, rêvée par Charles Fourier.

Comme on le voit par ces notes résumées, F. Jollivet-Castelot a fait la œuvre d'un autre historien, de sociologue, d'éducateur en un mot.

Si tous les communistes autoritaires se

pénétraient de l'esprit de cette œuvre de vulgarisation écrite exprès pour eux, il est certain qu'ils s'amélioreraient, et deviendraient quelque peu conscients, surtout en abandonnant leurs erreurs politiques et leur allure de fanatiques qui les distinguent actuellement. Espérons-le, sans y compter.

L'INTEGRALE. — Une œuvre de colonisation vers des fins idéales de honneur social et moral semble être « l'Intégrale » qui a grand besoin d'aide financière et matérielle. Demander le dernier bulletin, rendant compte de l'œuvre en projet, à V. Coissac à Puch (Lot-et-Garonne).

Henri ZISLY.

Elections législatives 1924 (3^e secteur)

Grande Réunion Publique et Contradictoire

Préau de l'Ecole : 5, rue Madame (6^e)

LES "BIENFAITS" DU PARLEMENT

Orateurs :

TAUPIN — ROUAUX — BONVALET

Etre ou ne pas être ?

LA RELIGION

Religion : Le mot nous entraîne, aussitôt que prononcé, dans un gouffre de dialectique quand ce n'est pas de sophisme.

Pour les uns, la religion est la force du monde, pour les autres, l'instrument certain de ses malheurs, pour croire avec toute la sincérité désirable, ont besoin d'un appareil de vertu et de renoncement qui ne se démentie jamais. Ils comprennent mal entre autres les apres débats qui ont précédé et suivi la signature du Concordat, ils comprennent encore moins les luttes d'intérêts et d'ambition qui fomentent au sein de l'Eglise, et ne comprennent plus du tout qu'on n'aït pas seulement la pudeur de jeter un voile sur tout ce qui est tant à même de discréditer la Religion.

Ces mêmes esprits simples ne sont pas sans savoir malgré tout, que les prêtres qui ne sont que des hommes, ont des besoins comme tout ce qui vit ici-bas, mais ce qu'ils ne saisissent pas, et moi non plus, c'est de voir l'Eglise d'où tombent les admirables enseignements de bonté, de justice, d'amour et de désintéressement, abriter les dissensions de toute nature.

L'Eglise qui nous enseigne la patience, et qui en témoigne si peu, a bien d'autre marcel en tête que de conduire les hommes au salut : elle s'occupe de sauvegarder sa puissance, non sacerdotale, mais politique, non son ascendant apostolique sur les âmes, mais son action de force sur les esprits.

Il est hors de doute que le Clergé en agissant ainsi, augmente sa valeur sociale, voire financière, mais où va son vertu morale? Il semble que l'Eglise perde son prestige, aux yeux des esprits simples, en devenant un simple parti politique parmi les autres. Dirait-on bientôt le Clergé, comme on dit le Communisme ou la Réaction? Ce n'est pas impossible.

Tout cela constitue un réel danger, non pour les peuples mais pour la Religion elle-même. En effet, que deviendrait-elle si tous les hommes s'imprégnaient de la théorie théosophique?

Quiconque croira que son âme, étant un relais du monde divin, peut communiquer directement avec lui, n'aura que faire de l'entremise des prêtres.

Et maintenant un mot : si je n'admettais guère la suprématie politique, attendu que rien dans le Gouvernement n'est assuré de la stabilité qui fait sous la force, j'admettrais encore moins la suprématie religieuse, puisque l'Eglise est une carrière comme le métier des armes, comme le travail manuel.

En effet, qui ne se rappelle la coutume des grandes Maisons françaises? L'âme des enfants devait embrasser la carrière militaire et le second entrer dans les Ordres, quels que fussent leurs goûts respectifs, et ainsi, un tel qui rêvait les lauriers et la gloire parmi le fracas des batailles, psalmofiait des prières et élevait en l'air le ciboire de la paix, de ces mêmes mains qui auraient voulu brandir le glaive.

Aussi, je le proclame : Si la Religion existe, elle ne peut exister que dans le cœur de chacun, et non dans les spectacles religieux.

Néanmoins, comme je désire conserver en tout la plus grande impartialité, je reconnais que c'est par l'appareil de sa mise en scène que l'Eglise maintient son influence dans les esprits simples. Mais les autres condamnent précisément cette mise en scène qui dément par sa splendeur, l'humble préconisée par les prêtres.

Il me faut donc m'en tenir à mon point de vue : L'Eglise a toujours existé, mais elle pourrait disparaître sans que l'ordre révolte de la liberté contre l'oppression et pour nous avons abattu la Bastille.

Au temps pas encore très lointain de la monarchie et de la tyrannie, on n'entrevoit même pas comme possible, la révolte de la liberté contre l'oppression et pour nous avons abattu la Bastille.

Il est vrai que ce n'était que de la pierre, mais elle a entraîné avec elle les principes fondamentaux de l'autorité absolue. Ce fut le commencement de la révolution sociale. A quand la révolution morale?

Renée D'AXEL.

Les Chambres de Commerce

Les militants révolutionnaires ne se préoccupent pas assez des Chambres de commerce. En dehors d'un horizon syndical, quelquefois allongé capricieusement de coopération timide et de politique indigente, de prétendue science et de littérature discutable, nous ne connaissons pas grand' chose. Les laboratoires voisins nous commandent, et nous les ignorons comme des arcanes imprévisibles.

Les Chambres de commerce, qu'il ne faut pas confondre avec les tribunaux du même nom, ne sont pas seulement des groupes de commerçants qui s'occupent de leurs petites affaires. Ce sont surtout des syndicats puissants qui contrôlent la production et la consommation ; ce sont les régulateurs de la vie économique au profit des classes possédantes ; ce sont les meilleurs éléments d'information et de documentation d'un port, d'une ville, d'un pays, du monde. Les camarades qui s'occupent des coopératives de production et de consommation le savent bien.

Seulement, voilà ! Il y a un verger protégé où les fruits mûrs tentent les maraudes de la politique. Pendant que les uns attaquent et que les autres défendent le verger, personne ne s'occupe du jardin voisin, enseignement par nous, et occupé par la bourgeoisie qui s'y consolide.

Mardi 6 mai, les présidents de Chambres de commerce ont tenu une assemblée et pris part à un banquet. Cert quarante chambres étaient représentées. Il y avait quinze cents convives à Luna-Park, sous la présidence de Poincaré. Millerand était représenté. Y assistaient, des ministres, des sénateurs, des députés, des préfets, des conseillers, des fonctionnaires, des industriels, des négociants, des banquiers, des représentants des chemins de fer et de la navigation.

Au nom du commerce et de l'industrie, M. Kempf, président de la Chambre de commerce de Paris, a présenté leurs « revendications » dans un discours, dont voici les principaux passages :

Le temps est passé où l'activité des commerçants et des industriels se déroulait librement, dans le cadre de la vie privée. Qu'il s'agisse des conditions et de la durée de travail, de chômage, de salaires, de droits syndicaux, de législation douanière, d'importation, d'exportation de marchandises, de crédit, de change, l'intervention de l'Etat se manifeste par des mesures qui ont une répercussion directe sur les affaires et la marche des entreprises. Les besoins de la vie économique, en se développant, ont à leur tour réagi sur les questions qu'on envisageait autrefois à peu près exclusivement du point de vue politique. Qu'il me suffise de citer, à titre d'exemple, le droit d'association, l'assistance, l'enseignement scientifique, technique et même classique.

Puis, après avoir préconisé un « Grand Conseil » en dehors du Parlement, afin de préparer la besogne de ce dernier, l'orateur s'est attaqué adroitement à la loi de huit heures :

Si nous voulions ramener la prospérité, relancer les finances publiques, il est de toute nécessité de développer nos exportations, et nous ne le pourrons qu'avec une production intensifiée.

C'est cette nécessité absolue d'intensifier notre production qui nous autorise à appeler d'une façon toute spéciale la bienveillante attention des pouvoirs publics sur l'obligation de donner à l'application régulière de la journée de huit heures toute la souplesse que comporte la loi.

Naturellement, Poincaré a répondu. Il a commencé par dire qu'il « s'accapitait d'une dette de reconnaissance ». Sa harangue a porté sur les traités commerciaux avec les autres pays, ce qui est une source inépuisable de profits pour nos mercantiles. Et il termine par la rengaine de la Ruhr.

La morale qui se dégage de cette assemblée, c'est que profiteurs et gouvernements sont bien d'accord pour exploiter les producteurs et rançonner les consommateurs.

Au lieu d'appliquer les « mots d'ordre » insinués de Moscou, il conviendrait peut-être mieux de surveiller de près nos ennemis de classe. Il y a des devoirs révolutionnaires qui s'imposent par l'évidence, sans qu'ils soit besoin, pour les découvrir, de luttées moscovites, d'ukases, de roubles.

La Révolution se fera complètement, non pas avec des dictateurs et des laquais, mais avec des militants informés, courageux, désintéressés, qui comprennent la solidarité internationale autrement que par le service.

Reconnaissons... affection fidèle... enier dévouement... évidemment...

L'Action Française... c'est la sécurité et la grandeur de la France à l'extérieur;

c'est sa prospérité morale et matérielle à l'intérieur. Il aurait pu ajouter « et c'est 113 billets de mille dans ma poche ».

Nous dirons seulement : L'Action Française, c'est la sauvagerie patriote poussée au paroxysme, c'est l'autorité exercée bâtielement par une caste, c'est le peur de libertés supprimées, c'est le triomphe insolent de la religion abrutissante, c'est tout cela et bien d'autres choses encore, et c'est Chassaigne !...

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos ♦♦♦ d'un Paria

Ce furent deux cérémonies également triomphales et touchantes.

D'abord à Orléans, où, avec une mise en scène grandiose et le concours de la fine fleur des prélates chamarrés, après qu'un cortège militaire « avec musique, fanfares et flambeaux » eût parcouru la ville, le maire fut pas tant pour faire une sainte. Il y a bien des méchanceté langues, des esprits mal

qui disent que rien ne prouve que Jeanne ait conservé, au milieu des hommes d'armes d'alors qui étaient des gaillards, si j'en juge par les caricatures métalliques, dont ils s'accompagnent, autrement balancés que nous autres, une verlu inutile, et qu'elle n'a pas plus droit au titre de pucelle que l'une l'autre des garçons de notre époque,

l'Eglise catholique aurait pu se contenter de brûler sa sainte d'aujourd'hui, sans laisser se perpétuer une aussi sotte légende. Mais il ne faut pas trop en demander aux chastes personnes dont Gustave Hervé s'est fait le champion. Et puis, que l'héroïne de Domrémy ait été une vierge illuminée, ou une simple hysterique, ou une fille à soldats, cela n'empêche que pour entretenir dans le peuple l'esprit chauvin, l'armée, la religion et le gouvernement, avec le concours des rétrogrades du nationalisme, ont montré une fois de plus quel liens étroitement les unissent.

Dimanche, pour les élections, c'est dans toutes les églises de France que vont se dérouler des cérémonies en l'honneur de celle qui « sauva la France » et fut, en récompense, proprement grillée par les évêques de son temps. Aujourd'hui, il a tout de même progressé, les prêtres ne peuvent plus se livrer au petit jeu des tortures, ils se contentent d'emprisonner les curéveaux. Mais ils coopèrent avec les hyènes sanglantes du patriote d'affaires et présentent comme justes les effroyables carnages modernes. Ils restent les hommes anomals et néfastes par excellence.

Mais je voulais vous parler d'une deuxième cérémonie, celle-là extrêmement « touchante », bien qu'elle ne se déroula pas avec le faste de la première. Elle consista en la remise solennelle, à un héros, en passe, de lui aussi, de devenir légendaire, non d'un étendard, mais d'un chèque de 113.384 francs 85 centimes. Vous avez deviné qu'il s'agit de l'inspecteur Chassaigne, mouchard, de mouchards, super-mouchard pourraient-on dire, qui, ayant dû être « brûlé » pour corser le procès de Germaine Berton, a recu le coup de feu dans la cuisse. Vous avez deviné qu'il s'agit de l'inspecteur Chassaigne, mouchard, de mouchards, super-mouchard pourraient-on dire, qui, ayant dû être « brûlé » pour corser le procès de Germaine Berton, a recu le coup de feu dans la cuisse.

Le temps est passé de cette assemblée, c'est le chèque. Après l'oyer plié soigneusement, et bu un coup, le modeste Chassaigne ne voulut pas être en reste d'amabilité et il répondit au porc-épic et à sa suite quelques mots bien sentis.

« Reconnaissance... affection fidèle... enier dévouement... évidemment...</

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

La France, pour s'approvisionner en matières premières, dans son industrie cotonnière, par exemple, dépense environ un milliard et demi chez quelques puissances étrangères. Et cela nous permet de constater une fois de plus l'incurie extraordinaire des dirigeants. Personnellement, il nous est bien égal de savoir que l'argent des contribuables est gaspillé d'une façon ou d'une autre. Mais il est toujours plaisir de marquer des points.

Les nationalistes, qui sont si fiers des colonies de la France, montrent à quel point ils sont capables de s'en servir. Prénons l'exemple de l'industrie cotonnière. L'Afrique occidentale française n'apporte à la métropole qu'un concours à peu près insignifiant en ce qui concerne son approvisionnement en coton. Dans ce groupe de colonies, les indigènes ne cultivent guère le précieux textile que dans la limite de leurs besoins, et les exportations de coton de l'Afrique occidentale française en 1923 ne se sont élevées qu'à 1.200 tonnes. Le manque de méthode, de coordination et d'esprit de suite qui s'est manifesté dans les efforts tentés depuis un quart de siècle dans le domaine de l'expérimentation coloniale au Soudan, a été jusqu'à ce jour la cause principale de la médiocrité et de la stagnation de la production du coton dans l'hinterland soudanais.

C'est celle incurie et ce manque de méthodes qui font que la France doit avoir recours continuellement à l'étranger. Partisans de la mise en esclavage des colonies, les nationalistes ne sont même pas capables d'en tirer profit !...

LA GUADELOUPE

UN ATTENTAT

Basse-Terre, 8 mai. — A La Guadeloupe, le 7 mai, à une heure du matin, une bombe a éclaté dans l'Hôtel du Gouvernement, à proximité du cabinet du gouverneur, M. Joeelyn Robert, ne causant que des dégâts matériels.

Cet attentat avait été soigneusement préparé. Les fils téléphoniques reliant l'Hôtel du Gouvernement, à Basse-Terre, avaient été coupés, afin d'empêcher toutes communications rapides avec la gendarmerie.

Les renseignements manquent.

EGYPTE

LES FOUILLES

Rome, 8 mai. — Le professeur Sciaipello, directeur de la mission archéologique italienne en Egypte, a rapporté de ses fouilles dans la haute Egypte des peintures murales trouvées dans des tombeaux datant de la période de la sixième à la onzième dynasties, beaucoup plus anciennes que le tombeau de Tout-Ank-Amen. Par un procédé spécial, ces peintures ont pu être amenées intactes en Italie.

INDES

LE CHOLERA

Calcutta, 8 mai. — L'épidémie de choléra continue à s'étendre aux Indes, dans le district de Champaran. Il y a eu la semaine dernière plus de mille morts.

ESPAGNE

LE GARROT NE CHOMERA PAS

Madrid, 8 mai. — Le conseil de guerre, jugant les illégitimes de l'express d'Andalousie, a rendu le verdict suivant :

Navarrete, Pequeras et Sanchez, ont été condamnés à mort.

Leur ami Donday a été condamné à 14 ans de prison.

Trois femmes qui avaient été inculpées ont été acquittées.

Le mode d'exécution des trois condamnés à mort sera le garrot.

La sentence sera exécutée à très bref délai, annoncent les agences. Ainsi il aura suffi de quelques semaines pour arrêter au hasard quelques illégitimes, les condamner à mort et les exécuter ! C'est le capital aux abois qui se défend...

FEUILLET DU LIBERTAIRE DU 9 MAI 1924. — N° 30.

FUMÉE

par Yvan TOURGUENIEFF

CHAPITRE XV

Et, tandis qu'il s'étonnait et hésitait encore, des traits enchantés sortaient comme d'un léger nuage, de beaux cils sombres se levant lentement sur des yeux dont le regard vainqueur s'enfonçait dans son âme, et de gracieuses épaules, des épaules de jeune reine, sortaient frissonnantes des ténèbres parfumées...

Le matin, Litvinof prit enfin une résolution. Il décida qu'il irait le même jour à la rencontre de l'Italienne, qui, dans une dernière entrevue avec Irène, l'aurait dirigé, si cela ne se pouvait autrement, toute la vérité, et ne la reverrait plus jamais.

Il rangea et emballa ses affaires, attendit le milieu du jour, et sortit.

Mais à la vue de ses jalousies à demi closes, le cœur lui manqua ; il n'eut pas le courage de franchir le seuil de l'hôtel, et fit quelques tours dans l'allée de Litchenthal.

— J'ai l'honneur de présenter mes hommages à M. Litvinof, dit tout à coup une voix ralleuse du sommet d'un élégant dogcart.

Litvinof leva les yeux, et vit le général Ratmiref juché à côté du prince M., sportsman émérite.

Le prince conduisait ; le général se pen-

ANGLETERRE

LES FEMMES INVENTEURS

Londres, 8 mai. — Des brevets d'invention ont été accordés à 466 femmes, au cours de l'année 1923, ce qui indique une progression de 80 en comparaison de l'année précédente.

Les demandes de brevets ont atteint le chiffre de 32,621, soit 2,873 de moins qu'en 1922.

UN CHIEN DANS UN CERCUEIL

Londres, 8 mai. — Un charpentier qui procédait ce matin au chargement de son cercueil à un tas de gravats, mit à jour un cercueil. Le bravé homme courut immédiatement avertir la police et quelques minutes après six détectives étaient sur les lieux. Devant une haie de curieux plus ou moins émus et dont certains émettaient déjà l'opinion qu'on se trouvait en présence d'une nouvelle victime du « Landru » d'Eastbourne, on procéda à l'ouverture du cercueil... Celui-ci ne contenait que le cadavre d'un chien de grande taille.

ON REPARLE DU TUNNEL

Sous la Manche

Londres, 8 mai. — Le rédacteur politique du « Daily Herald » annonce que le Gouvernement a l'intention d'atténuer la crise du chômage par l'installation de centrales électriques et la construction du tunnel sous la Manche.

CE QUE LA PESTE BOVINE A COUTE

Londres, 8 mai. — Suivant une déclaration du ministre de l'Agriculture de Grande-Bretagne, 3.000 cas de peste bovine ont été signalés au cours de la période allant du 27 août 1923 au 1er mai 1924. L'épidémie a coûté 3.188.250 livres aux pays.

ÉTATS-UNIS

DOCKS INCENDIES

San-Francisco, 8 mai. — Un incendie a éclaté dans les docks de Sacramento. Les dégâts s'élèvent à plus de 400.000 dollars.

DANEMARK

UN VOYAGE REMARQUABLE

Copenhague, 8 mai. — Trois employés de Great Northern Railway Co. sont arrivés dans cette ville hier venant de Shanghai, après un voyage remarquable de quarante mois. Au début de ce voyage, dix hommes appartenant tous à la dite compagnie, quittèrent Shanghai le 27 février 1923 à bord d'un bateau à deux mâts, de 27 tonnes, mis par un moteur de 10 chevaux. Au nord des côtes des îles Philippines ils furent attaqués par des pirates chinois. Ils allèrent à Manille, à Bornéo et à Java où trois hommes quittèrent le bateau. Les autres continuèrent jusqu'aux îles Coco et de là mirent treize jours à traverser l'Océan Indien, touchèrent Cape Town, Sainte-Hélène, Sierra Leone, Las Palmas et les îles Canaries d'où ils allèrent directement jusqu'à Copenhague, après une traversée très pénible de 27 jours. Ils ont parcouru en tout 16.000 miles ayant passé 7 mois en mer et 7 mois sur terre.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

FIN DE LA GREVE GENERALE

Buenos-Ayres, 8 mai. — Le gouvernement ayant ordonné la mise en liberté des grévistes arrêtés il y a quelques jours, les dirigeants des syndicats ouvriers ont recommandé à leurs adhérents de reprendre immédiatement le travail.

D'autre part, le gouvernement aurait promis de modifier la loi sur les pensions qui provoqua la grève générale.

Elections législatives 1924 (2^e secteur)

Ce soir, à 20 h. 30
Préau d'Ecole : 9, rue des Panoyaux

RÉUNION PUBLIQUE

et contradictoire

Ordre du jour :

NOTRE ANTIPARLEMENTARISME

Orateurs : Taupin, Rouaux, Loréal, Colomer

En lisant les autres...

Vérités sur vérités

Le 11 mai approche, et les partis, pour triompher l'un de l'autre, ne s'épargnent pas les plus cruelles vérités. Chacun s'efforce à mettre en lumière les dessous de son adversaire et de faire connaître les bas-sesses de son concurrent. Chacun s'essaie à disqualifier son voisin.

Dans l'*Ère nouvelle*, M. Georges Ponson écrit :

Le Bloc national, c'est la guerre.

Un imbécile de matamore, député aragonais de son état, n'a-t-il pas dit, l'autre jour, devant un monument aux morts :

— Il nous faut notre revanche !

Notre victoire n'est pas complète. C'est sous les titulaires de Berlin, « Unter den Linden », que nous arrosons notre définitif triomphe en vidant une chope de bière mousseuse, à la santé des Anglais. Ainsi parlait l'homme, battu à coup sûr, de la bête courante du Bloc national.

Si les flers-a-bras reviennent au Palais-Bourbon et si les nationalistes allemands ont le dessus au Reichstag, sac au dos, Dumonet.

Nous possédons bien à nous 2,000 officiers généraux et supérieurs (et comment de plus !) et 1914.

Jamais le commerce des galons d'or ne fut aussi prospère. Dans le ciel du Bloc national, l'ami Maginot a roulé toutes les étoiles que l'ennemi Vivian avait éteintes.

Ces remarques sont assez justes. Mais, de son côté, le Bloc national ne se prive pas de faire connaître toutes les petites lâchetés du Bloc des Gauches et de ses représentants.

Et ce sont la querelles qui ne manquent pas d'intérêt pour le philosophe...

Le respect de l'art

A la suite de certains incidents, M. Paul Nivez est allé trouver certains artistes et leur a demandé leur avis : faisaient-ils de l'art ou du métier ; devaient-ils accepter, les yeux fermés, toute interprétation ?

Comœdia publie la réponse de la belle artiste qu'est Mme Vera Sergine :

— M. Roussel m'avait demandé de jouer un rôle dans l'*« Ècole au front »*. J'ai lu son manuscrit. J'ai refusé.

Les comédiens doivent avant tout avoir le respect de leur art. Lorsqu'ils ont la nette perception que la pièce pour laquelle on sollicite leur concours est indéfendable, ils se doivent de refuser cette proposition, même si celle-ci est magnifique. C'est une question de dignité.

Mme Vera Sergine a indiscutablement raison.

Un beau plaidoyer pour une piteuse cause

Dans *Paris-Soir*, Séverine fait, avec talent et finesse, un plaidoyer auquel on voudrait d'autres fins que des fins électorales.

Tout d'abord, Séverine fait un tableau exact du métier de politicien :

Un siège de député ? La belle affaire ! Qui n'a pas été député, parmi les politiciens d'aujourd'hui ? Et la joie d'être le premier de sa classe, de lire ou de prononcer un « devoir » à la tribune, vautelle la somme colossale d'embûches, de responsabilités, de chicanes dont on paie cette illustre satisfaction ?

Un portefeuille de ministre ? Qui n'a pas été ministre, à tour de rôle, depuis cinquante ans ? Et je mets au défi le plus renseigné parlementaire de nommer sans défaillance de mémoire les membres des cabinets successifs seulement depuis 1914.

Mais voici que, après une habile transition, elle entreprend l'éloge diatribique de M. Lucien Le Foyer, pour qui elle veut ce titre : député de la paix. C'est certainement la excellente propagande pour M. Le Foyer.

Mais nous lisons ces lignes avec tristesse, Séverine — qui sait d'ailleurs le faire sans qu'on le lui demande — pourrait employer son talent et sa plume à plus urgentes besognes et laisser la foire électorale se dérouler toute seule. Quant à M. Lucien Le Foyer, que, confiant en la parole de Séverine, nous voulions bien accepter pour un homme de bonne foi, il aurait, lui aussi, de plus pressants devoirs, s'il voulait rayer son nom des listes fumistico-politiciennes...

Oui, sans doute, mais...
Dans le *Peuple*, M. Jean Ziska se moque des nouveaux riches :

En principe, je n'aime pas les gens qui se lamente. Je n'aime pas non plus les envieux. Les lamentations sont incompatibles avec la dignité, et l'envie, toujours mauvaise conseillère, comporte presque toujours l'agir qui déforme à la fois le visage et l'âme.

velle ? Il est arrivé un malheur, dites, dites ?

Litvinof, à son tour, regarda Irène.

— Je n'ai reçu aucun mauvais nouvelles, répondit-il sans effort ! mais un malheur est, en effet, arrivé, un grand malheur... et c'est ce qui m'amène auprès de vous.

— Un malheur ? et lequel ?

— Vollà... C'est quoi...

Litvinof voulut continuer, mais cela lui fut impossible. Il serrait tellement ses mains que ses doigts en craquaient. Irène se pencha en avant.

— Ah ! je vous aime ! dit Litvinof, avec un gémissement sourd, comme si ces mots eussent été violemment arrachés de sa poitrine.

Et il se retourna comme pour cacher son visage.

— Comment, Grégoire Mikhaïlovitch, vous...

Irène, à son tour, ne put achever sa phrase, et, s'appuyant sur le dossier du fauteuil, elle porta ses deux mains à ses yeux.

— Vous... m'avez ?

— Oui... ouuu... ouuu... ouuu... répéta-t-il avec dureté, en détourant de plus en plus son visage.

— Et vous ne vous trompez pas ? Ces mots sortirent entre ses mains si blanches qu'on aurait juré qu'elles n'avaient pas une goutte de sang.

— Je ne me trompe pas, répondit Litvinof d'une voix sourde. Je vous aime comme jamais je n'ai aimé personne. Je ne vous adresserai pas de reproches : ce serait trop absurde ; je ne vous répéterai pas que peut-être tout cela ne serait pas arrivé si vous aviez autrementagi à mon égard... Sans doute, je suis seul coupable, ma prémonition m'a perdu ; je suis justement puni et vous ne pouvez nullement vous attendre... sans doute, vous ne pouvez pressentir que le danger était moins grand pour moi si vous n'aviez pas si vivement ressenti votre faute. Votre soi-disant faute, et si vous n'aviez pas désiré la réparer...

— Mais à quoi bon revenir sur le passé ? J'ai seulement voulu vous expliquer ma position : elle est déjà suffisamment pénible.

— Du moins, il n'existera plus, comme vous dites, de malentendus ; et la franchise de mon aveu diminuera, je l'espère, la mortification que vous devez éprouver.

Litvinof parlait sans lever les yeux ; du reste, il avait regardé Irène, il n'aurait pas pu voir ce qui se passait sur son visage, car elle le tenait comme auparavant caché dans ses mains.

LEURS DIVIDENDES

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Chez les Miroitiers-Vitriers de Paris. — Sans aucune pression de la part du Syndicat ouvrier, les travailleurs de la corporation, les uns après les autres, lâchent les maisons où ils sont employés.

Hier ce fut le personnel de la Maison Gilles rue Oberkampf qui vint s'ajouter aux camarades, sortis depuis le début de la semaine.

La Fédération du bois ayant mandaté son secrétaire pour entrer en pourparlers avec la Chambre syndicale patronale, il se pourrait qu'un accord fût signé aux conditions établies par le Syndicat ouvrier.

La seule dérogation qui serait imposée s'appliquerait fort probablement à la durée du contrat.

Dans le Bronze de Paris. — L'assemblée corporative a été pour l'ensemble de la corporation un réconfort moral. Aucun de nos camarades n'acceptera les usages des marchands de cuivre. Les patrons ne nous feront jamais croire qu'ils ne peuvent augmenter nos salaires parce que les clients discutent les prix de vente. Cela est faux.

Nous ferons face à toutes leurs combines malpropres en répondant, encore plus fort, par la solidarité et la lutte jusqu'à satisfaction.

Le chômage en France

D'après les statistiques de l'Office Central de placement, voici, à titre documentaire, quelques chiffres sur le placement de la main-d'œuvre :

Les opérations de placement des offices des 55 départements, dont les résultats sont parvenus au ministère du Travail, pour la semaine du 22 au 26 avril, ont donné les résultats suivants : placements à demeure, 12.670, dont 9.136 hommes et 3.534 femmes ; placements en extra, 4.242, comprenant 2.614 hommes et 1.628 femmes ; placements collectifs, 27.208.

La semaine dernière, le nombre des placements à demeure était à peu près le même, surtout si l'on tient compte que la semaine sous revue ne comptait que cinq jours ouvrables.

Par ailleurs, les dépôts et contrôles de la frontière ont introduit, cette semaine, en France, et affecté à l'industrie, 5.664 travailleurs étrangers.

Ainsi le nombre total des placements s'éleva à 32.872.

L.O. D. de la Seine a effectué, cette semaine, 3.118 placements à demeure (2.010 hommes et 1.108 femmes) et 3.037 placements en extra.

Dans l'agriculture, 1.042 ouvriers ont trouvé un emploi.

Aux industriels métallurgiques et mécaniques, 1.117 travailleurs ont été placés.

Les O. D. ont procuré un emploi à 1.967 ouvriers aux entreprises de bâtiment et de travaux publics.

On enregistre, dans les entreprises de chargement, déchargement et manutention, 2.324 placements à demeure, 99 en extra et 10.201 placements collectifs.

Ce dernier chiffre concerne les dockers dont le placement dans les ports de mer s'effectue par équipes ou par groupes.

Les 10.296 opérations de cette semaine se décomposent comme suit : Bouche-du-l'Hôpital, 4.271 ; Seine-Inférieure, 3.519 ; Loire-Inférieure, 1.172 ; Hérault, 674 ; Finistère, 405 ; Morbihan, 254.

Dans les services divers de transports, 134 travailleurs ont été placés dont 240 marins.

Par ailleurs, 463 mutilés ou réformés ont trouvé un emploi et 161 apprentis ont été placés.

On compte 255 placements dans les mines et carrières.

Dans les industries de l'alimentation, on note 5.133 placements, dont 3.446 en extra.

Citer : Seine, 478 placements à demeure (334 hommes et 94 femmes) et 2.788 en extra (1.681 hommes et 1.104 femmes).

Dans le vêtement, la couture et la mode, 391 personnes ont été placées.

Appel à la solidarité dans les Cuirs et Peaux

S'inspirant des décisions de leur Fédération, nombreux furent nos syndicats fédérés qui formulèrent diverses demandes d'augmentation de salaires au patronat de notre industrie.

Dans la plupart des cas, nos camarades obtinrent satisfaction sans avoir eu recours au conflit.

Par contre, la résistance patronale s'est fait jour à Paris et particulièrement à Marseille, où les ouvriers et ouvrières des cuirs et peaux, au nombre de 4.000 durent abandonner le travail pour appuyer leurs revendications.

Nos camarades sont résolus à la lutte et leur ferme volonté jointe à leur énergie fait espérer que leur résistance aura raison de l'arrogance patronale.

Mais le grand nombre de ceux qui participent au conflit nous fait un devoir de nous adresser non seulement à nos syndicats fédérés, mais aussi à toutes les organisations confédérées, ainsi qu'à tous les travailleurs pour que tous apportent en cette circonstance leur effort de solidarité, indispensable au triomphe des revendications ouvrières.

Adresser les fonds à la Fédération des cuirs et peaux, 211, rue Lafayette, Paris. Chèque postal 253-75.

Les employés d'assurances

Les différentes catégories du personnel d'assurance ont élaboré un cahier de revendications qui va être soumis à leurs employeurs.

Les employés réclament : l'établissement d'un barème de salaire minimum, le paiement des heures supplémentaires, un conseil de discipline, la titularisation des hommes et des femmes, un congé payé, le délit de congé et l'indemnité de licenciement, la retraite et, pour les femmes, l'application du principe à renouvellement égal salaire égal, l'accouchement assimilé à la maladie.

Chez les Paveurs et aides

Nous allons voir s'ouvrir dans quelques jours de nombreux chantiers dans la région parisienne, les travailleurs de la voie ne laisseront pas passer une pareille occasion de présenter et de faire aboutir leurs revendications. C'est le moment pour tous d'agir en conséquence, le résultat sera net. Une grande réunion corporative aura lieu dimanche le 1er juin à la Bourse du travail et les camarades y seront nombreux, de larges perspectives s'ouvriront pour les travailleurs d'une industrie où les bénéfices des patrons sont d'autant plus ignobles que les salariés et les conditions de travail constituent la plupart du temps un véritable scandale. A signaler en passant que M. Plantiveau, de Boulogne, veut faire travailler ses ouvriers 9 heures et ne leur payer que 8, sous prétexte que les copains de cette foite auraient diminué la production. Or dans les autres maisons on demande 1 m. 25 de mosaique, ce sire, lui, en exige 1 m. 75. Prière aux copains sans boulot de se rabattre sur cette botte.

Le délégué.

Dans la Serrurerie

La section continuant sa propagande organise une réunion ce soir pour les camarades de la maison Baguès, impasse de Verdun.

Cette maison est spécialisée dans la ferronnerie d'art, cela ne veut pas dire que les salariés payés soient en rapport avec le soin de la vie, loin de là. Mais dans cette maison où il faut réellement des ouvriers qualifiés, ces derniers devraient avoir le courage de réclamer un salaire qui leur permette de vivre. Nous verrons s'il y sont décidés à la réunion qui aura lieu ce soir à 18 heures, salle Desplas, 6 rue Thionville, 19^e. Les camarades Lalastre et Deussot sont délégués.

Le Conseil.

P. S. — L'assemblée générale aura lieu dimanche 11 mai, à 9 heures du matin, 8 avenue Mathurin-Moreau. Des questions importantes étant à l'ordre du jour, tous les syndiqués devront être présents.

Aux Briqueteurs et Fumistes industriels

Tous les camarades doivent faire autour d'eux la propagande nécessaire pour que nous soyons nombreux, il faut que de l'assemblée de dimanche sortent des décisions énergiques si nous ne voulons pas périr sous les coups du lâcheronat, si nous voulons améliorer nos conditions de vie et si nous croyons que les 8 heures sont indispensables, camarades, rendez-vous après-midi matin, à 9 heures, salle Varlin, Bourse du travail.

A LA "FAMILLE NOUVELLE"

Magistrature et communisme

Suivant une formule consacrée maintenant, « à la requête de M. Guillot », un épisode du conflit s'est déroulé mercredi après-midi devant le juge de paix de Levallois-Perret.

« L'affaire Guillot contre Ayral » était venue en justice la semaine précédente sans conciliation. M. Guillot se plaint d'entraves à ses jouissances », plainte contestée par le défendeur.

La « Famille Nouvelle » possède, rue Gide, à Levallois, un atelier de réparation et d'enfournement du matériel de restaurant. Cet atelier a été sous-loué à la coopérative M. Ayral, principal locataire. A la suite de l'assemblée des sociétaires tenue le 13 avril, les ouvriers de l'atelier Gide, d'ailleurs sociétaires, continuèrent leur travail avec le nouveau conseil et les gérants.

Le conseil déchu, qui n'avait plus besoin d'atelier, puisqu'il n'avait plus de restaurants à s'occuper, intima à M. Ayral de ne plus donner les clefs aux ouvriers. Le conseil légitime informa M. Ayral du changement d'administrateurs. Pris entre deux pouvoirs qui se contestaient, M. Ayral était très embêté, et ne voulut pas prendre position. A ce neutre, M. Guillot déclara la guerre, la passion belliqueuse ne connaissant plus de raison.

C'est dans ces conditions que M. Ayral est, lui aussi, « trainé en justice » par les impérialistes de l'entreprise moscovite.

Le juge de paix fut enselvé sous une avalanche de papiers déposés par M. Guillot. En homme conscientieux, il chercha la vérité. M. Guillot dut reconnaître que les « troubles de jouissance » s'étaient produits après l'assemblée du 13 avril, après sa séchéance, et, en son conseil, la légitimité de son instance était contestée, attendu qu'un nouvel administrateur avait été nommé.

Sur une question de l'avocat de M. Ayral, le demandeur Guillot déclara textuellement que ses pouvoirs avaient été confirmés à l'assemblée, après le départ de la majorité. Il fut pris acte aussitôt de cette déclaration, de cet acte aussi important, M. Guillot reconnaît lui-même qu'il n'était que le représentant d'une minorité.

Sur un banc — sur un grill plutôt — les compagnes Henriet et Bodin s'agitaient dans les transes douloureuses. L'on entendit le grand Vanné s'exclamer : « Quel c...ornichon ! »

Comme on dit au prétoire, l'affaire était en vain, l'inéfable Zozo essaya de se rattraper. Il parla de quotient, d'anarchistes, de résistants, qu'il avait toujours la majorité de la minorité. Le juge arrêta cette élégance tardive et inutile en remettant le jugement à quinzaine.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

Henri, Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vouloir chasser le vieux sociétaire Guével du magasin également qu'il occupe, rue Fazillan.

On se demande quelles motiles poussent M. Guillot, Bodin, à revendiquer un atelier dont ils n'ont pas besoin ? Dans leurs instincts malfaits de nuire à la majorité, ils nuisent surtout à la coopérative en engageant les fonds qu'ils détiennent indument dans les frais de justice que tous les sincères coopérateurs doivent réprover. Et, surtout, pour se porter en guerre contre M. Ayral qui n'est pour rien dans le conflit ? Il n'y a aucune excuse sérieuse à cela, pas plus que de vou